

Keynote

Olivier GARNIER (Banque de France), Bernard SANANÈS (Elabe)

Coordination

Christian SAINT-ÉTIENNE (Le Cercle des économistes)



[VOIR LA KEYNOTE EN REPLAY](#)

Résumé

Le maintien d'une situation sanitaire intermédiaire, comme la situation actuelle, sans confinement, semble l'hypothèse la plus probable, avant la découverte d'un vaccin en 2021. Si le rebond d'activité paraît plus fort qu'anticipé, deux ans seront sans doute nécessaires avant le retour à la normalité, en s'appuyant sur une approche plus fine que les premières mesures de soutien. L'emploi devrait notamment encore se dégrader en 2021. Et si les ménages ont manifesté un surcroît d'épargne, elle était forcée, et rendue possible par les mesures de protection comme le chômage partiel, alors que l'épargne nationale globale n'a pas été excessive, le choc ayant été principalement supporté par les entreprises et administrations, avec un déficit de création de richesse qui a induit une augmentation des dettes. L'État semble donc devoir agir prioritairement pour soutenir l'investissement et l'activité, en soutenant de manière sélective et sans s'interdire de bénéficier des gains générés. Cette stratégie est rendue possible par la politique monétaire actuelle de la Banque centrale européenne, qui paraît plus adaptée qu'une annulation de la dette ou qu'une rente perpétuelle.

L'opinion publique s'inquiète de la situation sanitaire comme économique, ce qui génère une forme de défiance à l'égard de l'ensemble de la classe politique, des statistiques publiques et du plan de relance. Cela pourrait avoir un impact important lors de la prochaine élection présidentielle. La situation sanitaire, et en particulier l'expérience du confinement, a révélé une grande fracturation de la société française, qui aspire à plus de respect, valorise toujours le travail (autant que les autres pays d'Europe) et la justice sociale (de manière plus prononcée qu'ailleurs). La santé et le corps revêtent une importance renouvelée, comme l'échelle locale et la souveraineté. La confiance dans les entreprises et les collectivités locales, face à la crise et pour l'avenir, est plus forte qu'à l'égard de l'État. L'enjeu majeur de l'urgence écologique apparaît également renforcé, mais dans le respect de la cohésion sociale et donc dans le cadre d'un modèle social réinventé. L'adhésion au pacte fiscal semble aussi plus grande, notamment grâce aux mesures de chômage partiel.

Les attentes majeures placées dans la responsabilité des entreprises plaident ainsi pour une action prioritaire de soutien à la croissance et à la relance de l'investissement, au bénéfice des salariés.
